

Protestations à Bangkok décembre 2013

Posté par Supermotard - le 04 Janvier 2014 à 19:54

Il y a probablement beaucoup de personnes souhaitant découvrir la Thaïlande ou y retourner pour des vacances qui se demandent si les manifestations parfois violentes relatées par les médias fin 2013 se poursuivent encore et s'ils y a des risques à venir dans ce pays actuellement. Certains souhaitent peut être aussi savoir quelles sont les raisons de ces manifestations.

Pour tout dire, l'agitation est presque exclusivement circonscrites à Bangkok et plus particulièrement au centre de cette très grande ville et même à la zone entourant le «monument de la démocratie» qui se trouve non loin du Palais Royale et des temples du Bouddha couché (Wat Po) et du Bouddha d'émeraude (Wat Phrae Khao). Il y a aussi un peu d'agitation dans le sud du pays, autour des bureaux d'enregistrement des candidatures aux prochaines élections législatives qui doivent normalement se tenir le 2 février.

Ensuite, il faut savoir que même si les médias n'en parlent plus en France, la crise se poursuit et qu'elle a toute raison de perdurer un bon moment, au moins jusqu'aux élections du 2 février et même au-delà, puisque le principal parti d'opposition refuse d'y participer et que les supporter de ce parti vont donc probablement continuer leurs manifestations après le 2 février.

Au niveau des dangers encourus par les touristes, ils sont pour le moment relativement faibles, sauf à se trouver mêlés aux échauffourées. Cependant, la crise est si aiguë et profonde que des affrontements beaucoup plus importants sont à craindre. Dans ce cas, il est clair que la dangerosité sera bien plus élevée même pour les touristes. Enfin, une des stratégies des opposants étant maintenant de bloquer Bangkok, il est certains qu'à partir du 13 janvier (jour des grands rassemblements programmés par cette opposition) il va devenir difficile d'y circuler (alors qu'en temps normal c'est déjà le cas). Les transports en commun risquent d'être saturés parce que les manifestants les utilisent et qu'ils sont des centaines de milliers. De surcroît, il n'est pas exclu que les contre manifestants s'invitent à cette occasion pour montrer leur force et pour tenter d'empêcher les opposants de bloquer la ville. Dans ce cas, les risques de violence seront très sérieux et personnellement je recommanderais vivement de ne pas se trouver dans Bangkok à ce moment là.

Pour le moment les 8 morts qui ont été à déplorer et les nombreux blessés se comptent dans les rangs des activistes de l'opposition et aussi (le plus grand nombre) dans ceux des manifestants soutenant le pouvoir en place. Cependant, des bus et taxi ont été pris à parti (vitres brisés, projectiles envoyés dans les véhicules, personnes blessées) lorsqu'ils transportaient des militants soutenant le pouvoir. Autrement dit, il ne vaut mieux ne pas se trouver avec eux dans les transports dans ces moments là.

Pour comprendre ce qui se passe, il faut savoir que bien que la Thaïlande soit une monarchie constitutionnelle depuis 80 ans et donc théoriquement un pays démocratique, 18 coups d'état ont eu lieu depuis lors ainsi qu'un nombre encore plus grand de manifestations violentes.

Tout cela est possible parce que des personnes influentes dans l'armée, certains partis politiques ou proches de conseillers du palais pense que prendre le pouvoir par un moyen autre que des élections est une option acceptable. Autrement dit, ces gens ne sont pas vraiment convaincus que la démocratie est le moins mauvais des systèmes et qu'ils considèrent qu'il n'est pas immorale ni inacceptable de transgresser la loi pour prendre le pouvoir soit par la force, soit par des coups d'état militaires ou civils, ou au moyen de «magouilles légales».

Ce terme de «magouille légale» peut surprendre. Mais il n'est pas antinomique pour ce qui concerne ce pays. Ainsi, certains ont-ils obtenu que l'entière du parti majoritaire au pouvoir (élu démocratiquement) soit dissout, que tous les membres du parlement rattachés à ce parti en soient exclus, que le premier ministre soit évincé et interdit de vie politique pour des années et que son gouvernement soit renversé avec comme motif que certains membres de ce parti ont eu à se reprocher des actes de corruption et que le premier ministre a perçu un cachet pour avoir participé à une émission culinaire à la télévision (ce qui est interdit). Imaginez qu'en France, le PS soit dissout, tous les députés et sénateurs PS destitués et Hollande renvoyé à ses foyers du fait de l'affaire Cahusac et d'une participation du Président à une émission télé avec défraiements. De plus, malgré cet événement majeur, des élections n'ont pas été automatiquement déclenchées. L'opposition se retrouvant quasiment seul au parlement, c'est à elle qu'a échoué le pouvoir. Cette décision de dissolutions a été prise par le Conseil Constitutionnel dont les membres sont souvent présentés comme proches de l'opposition (actuelle).

Si l'on relate l'histoire récente, il faut savoir que l'opposition est principalement conduite par un parti appelé «Parti Démocrate». Celui-ci n'a pas gagné d'élection depuis 22 ans.

Le parti au pouvoir est actuellement le Pue Thaï. Avant lui existait le parti dissout qui s'appelait le Thaï Rak Thaï. Tous deux ont été fondés par Thaksin Shinawatra (ou par ses supporters), un homme d'affaire riche dont on dit parfois dans les médias européens qu'il serait une sorte de Berlusconi sans les affaires de mœurs. En fait, c'est un affairiste à tendance népotique qui en même temps a des cotés sociaux. Par exemple, il a instauré une première prise en charge hospitalière des pauvres pour moins de 2 €, un salaire minimum, il a créé des villages organisés de manière à ce que l'économie locale soit améliorée (artisanat, agriculture, etc.), il a ouvert le crédit bancaire aux pauvres, etc. Il est donc très aimé par la majorité des travailleurs pauvres et des paysans. Or, ces catégories représentent environ 80 % de la population totale.

L'opposition à Thaksin le déteste principalement parce qu'il est d'origine chinoise, parce qu'il n'est pas issu de la bourgeoisie de Bangkok, parce qu'il a décidé des mesures sociales considérées par eux comme populismes et à la limite une forme d'achat de voix. A ce propos, l'opposition critique beaucoup Thaksin en disant que s'il gagne les élections c'est aussi (certains pensent surtout), parce qu'il propose aux pauvres de l'argent contre leur vote.

L'achat de voix est une réalité en Thaïlande. Cependant, même si cette mauvaise habitude est sans doute plus pratiquée par les supporters de Thaksin que par les autres partis, elle est néanmoins une réalité dans tous les camps. Il faut aussi savoir qu'une récente enquête réalisée par la commission

électorale a montré qu'aux dernières élections générales sur 100 personnes ayant acceptées de l'argent, 40 % ont été sollicitées pour voter pour le parti pour lequel elles avaient déjà décidées de voter, que 55 % n'ont pas changé leur vote bien que l'on les ait payées pour voter pour un autre parti et que 5 % ont modifiées leur intentions de vote dans le sens de ce qui leur était demandé. Au final, on considère que ces achats de voix ont modifiés le résultat de scrutin au plus à hauteur de 1 à 2 % en faveur du parti au pouvoir. Cependant, celui-ci ayant obtenu 10 % de voix de plus que le deuxième (environ 45 % pour le Pue Thaï et 35 % pour le Parti démocrate) avec une différence de près de 4,5 million de voix.

Pour revenir un peu en arrière, en 2005 – 2006 Thaksin a été accusé de malversations financières. L'opposition a également dit qu'il voulait concurrencer le Roi voir peut être abolir la monarchie. Comme le Roi est adulé par une très grande majorité des gens cet argument a porté, surtout auprès des plus monarchistes et des nationalistes.

En 2006, l'armée, proche de la monarchie et de la bourgeoisie a alors perpétré un coup d'état. Thaksin a fui (sans doute de peur d'être arrêté et mis en prison) bien que tous les recours n'avaient pas encore été épuisés dans l'affaire qui le concernait.

Les militaires ont rédigées une nouvelle constitution très protectrice pour la monarchie et des élections ont eu lieu. Une première qui a validé cette nouvelle constitution et une deuxième que le parti de Thaksin a de nouveau remportée largement.

En 2008, l'opposition a organisé une grande protestation demandant la démission du gouvernement en paralysant l'aéroport de Bangkok. On les a appelés les chemises jaunes parce qu'ils ont retenu cette couleur comme emblème (c'est la couleur de la monarchie). Après plusieurs semaines de protestation, l'opposition a eu recours à la «magouille légale» relatée ci-dessus pour renverser le gouvernement démocratiquement élu et a pris le pouvoir sans être majoritaire en voix dans le pays.

En 2010, les supporter de Thaksin rejoint par des personnes réclamant le retour à plus de démocratie (donc à un pouvoir en place élu) ont organisées une grande protestation dans Bangkok. Ils ont été appelés les chemises rouges parce qu'ils revêtaient des vêtements de cette couleur comme signe de ralliement. Cette protestation a duré plusieurs semaines. Certains extrémistes des chemises rouges ont commis des exactions (jets de grenades) contre l'armée vu par eux comme libéricide depuis le coup d'état militaire de 2006. Dans le même temps, des sniper habillés de noir ont tiré sur des chemises rouges et ont même tué un ancien général de l'armée rallié aux chemises rouges. L'armée, le Premier Ministre d'alors (Abhisit Vejjajiva) et son vice premier ministre en charge de la sécurité (Suthep Thaugsuban) ont décidés d'utiliser dans certains cas des balles réelles pour disperser les manifestants. Au total on a dénombré plus de 90 morts et 1 800 blessés, dont des victimes collatérales comme des infirmières, des journalistes étrangers et même des moines dont certains n'avaient rien à voir avec les chemises rouges.

Quelques mois plus tard, ont été organisés de nouvelles élections. Elles ont été largement remportées par les supporter de Thaksin. Celui-ci, bien qu'en exil, exerce encore une influence sur le pays, notamment parce que nombre d'électeurs lui restent fidèles. Aussi, sa sœur, Yingluck Shinawatra a-t-elle été la candidate du Pue Thai est a-t-elle été élu par le parlement Premier Ministre.

La commission électorale après étude de tous les litiges et des cas documentés d'achats de voix a validé les élections considérant que tout compte fait, le résultat de celle-ci n'aurait pas été différent sans ces litiges. Elle a néanmoins invalidée l'élection de quelques députés. La plupart d'entre eux ont été remplacés après élection par de nouveaux députés du même camp. Le premier ministre (Abhisit) et son vice premier ministre (Suthep) n'ont alors pas contestés le résultat des élections.

Le parti démocrate a tout d'abord fait profil bas. Cependant, la police a menée des investigations concernant la répression sanglante de 2010 et il a été montré que l'ordre d'utiliser des balles réelles avait été signé par Abhisit Vejjajiva et probablement approuvé par son Suthep Thaugsuban. Aussi, ont-ils été convoqués par la justice pour se voir signifier une mise en examen pour meurtre. Ils encourent la peine de mort pour cela.

Parallèlement, le gouvernement, face à la chute des cours du riz a mis en place un système d'achat à prix garanti afin que les riziculteurs déjà pauvre ne se retrouvent pas dans une situation critique. Mais cette mesure coûte cher aux finances publiques et a été très critiqués par les supporter du Parti Démocrate, dont beaucoup sont issus de la classe moyenne et donc des «taxe payeurs». Par la suite, le gouvernement a souhaité faire voter une loi d'amnistie partielle pour éviter que les actes illégaux commis par les uns et par les autres lors des manifestations puis de la répression de 2010 ne conduisent à trop de condamnations. Le gouvernement a élargie cette amnistie à tout actes politiques allant de 2006 à ce jour afin d'englober le coup d'état militaire et aussi d'autres actes illégaux qui ont pu se produire récemment. Mais cela excluait les actes graves. Le parlement étudiant le texte du gouvernement à élargie l'amnistie afin d'arriver à une amnistie générale. Mais cela voulait dire amnistier aussi Thaksin pour ses malversations. Un autre projet de loi consistant à faire en sorte que tous les sénateurs soient élus en non plus nommés en partie (comme c'est le cas actuellement) a été proposé.

Suthep Thaugsuban et des membres du Parti démocrate ont réagis très fortement à tout cela et ont obtenu que le conseil constitutionnel rejette le projet de loi sur le sénat, puis que le sénat rejette le projet de loi d'amnistie.

Ils ont voulu pousser plus loin leur avantage en déclenchant une grande protestation. Certains disent qu'Abhisit et surtout Suthep ont redoublés d'efforts afin de renverser le gouvernement et ainsi éviter la peine de mort.

Suthep dit que le Parti Démocrate ne peut pas gagner les élections à cause de la politique populiste du gouvernement et de l'achat de voix. Il dit aussi que comme le gouvernement a critiqué la décision de la

court constitutionnelle sur le projet de loi portant sur la composition du sénat, ce gouvernement n'est plus légitime. Il dit vouloir établir une «vraie démocratie», la «démocratie du peuple», «éradiquer le Thaksinisme», réformer la police en créant une «police populaire», «nettoyer le pays» de la corruption (bien qu'il ait à faire lui-même face à environ 40 charges en justice) et donner beaucoup plus de pouvoir aux régions.

Ce qui pose problème c'est la manière qu'il veut mettre en œuvre pour réaliser ces réformes et le résultat qu'elles auraient sur la démocratie dans le pays.

En effet, dans un premier temps il veut renverser un gouvernement démocratiquement élu avant la fin de son mandat. Ensuite, il veut mettre en place un «comité du peuple» composé de 400 membres, dont 100 seraient nommés par lui et les 300 autres par les corporations, c'est-à-dire en gros par les représentants des petites moyennes et grandes entreprises et des corps de métiers. Bien sûr, s'il retient ce moyen c'est parce qu'il sait que parmi ces gens, la plupart sont plutôt proche du Parti Démocrate.

Ensuite, ce comité du peuple nommera le premier ministre qui lui constituera le gouvernement.

La mise en place des réformes prendra selon lui 12 à 18 mois durant lesquels la démocratie sera «suspendue».

Mais comme son but est d'empêcher les supporters de Thaksin de revenir au pouvoir, il a notamment dit qu'il ne voulait plus qu'ils puissent être à nouveau candidats aux élections, qu'il ne voulait plus que des personnes d'une même famille puisse être élues ou nommées, que beaucoup plus de députés et sénateurs devraient être non plus élus mais nommés.

Au final, avec son système, même si le Pue Thaï ou un nouveau parti s'en inspirant et autorisé à se présenter aux élections (ce qui n'est pas évident) remportait 60 % des voix, il obtiendrait certes 60 % des sièges des parlementaires élus, mais cela ne représenterait qu'une minorité du total des parlementaires.

Pour le moment, le pouvoir en place évite les affrontements afin que la situation ne dégénère pas. Mais il est dans l'intérêt de l'opposition que les choses s'enveniment pour justifier une intervention militaire. Afin de calmer les esprits, le Premier Ministre, Yingluck a dissout le parlement et convoqué de nouvelles élections générales. Elle a convoqué un grand forum ouvert à tous et a invité Suthep et le Parti Démocrate à y participer afin de définir les réformes à mener. Elle a demandé à tous les partis de signer une charte où ils s'engagent à mener ces réformes dans un délai de 2 ans après les élections du 2 février.

Bien sûr, tous les partis sont d'accord pour que les réformes portent sur la lutte contre la corruption et l'achat de voix.

Le seul point d'achoppement fondamental est que Suthep veut un système où la majorité des électeurs n'aura pas automatiquement le pouvoir alors que Yingluck demande à ce que ce soit toujours la majorité qui décide.

Suthep et ses supporters essayent maintenant d'empêcher les candidats de s'inscrire aux prochaines élections. Il y a fort à parier qu'ils essayeront également d'empêcher les gens d'aller voter si le scrutin a lieu.

Si Suthep arrive à ses fins, bien sûr, les chemises rouges descendront à leur tour dans la rue. Si Suthep a alors le pouvoir, il est à craindre qu'il procède comme en 2010 et qu'il y ait une répression sanglante, l'arrestation de nombreux opposants, une forte restriction de la liberté d'expression (en 2010 des centaines de sites internet ont été fermés).

En conclusion, la situation est très tendue et cela probablement pour un moment. Elle peut dégénérer rapidement et rendre les choses difficiles pour les touristes. Enfin, si Suthep gagne la bataille, il appartiendra à chacun de décider s'il est possible ou pas de séjourner dans un pays avec ce type de régime.

=====

Re: Protestations à Bangkok décembre 2013

Posté par Supermotard - le 28 Janvier 2014 à 11:23

Comme prévu dans le texte ci-dessus, Suthep et ses supporters ont commencé à interdire l'entrée des bureaux de votes aux électeurs, à l'occasion des élections anticipées qui ont eu lieu le 26 janvier pour les inscrits ne pouvant pas être présent le 2 février. Il est clair que cette attitude n'est pas plus démocratique que le fait d'empêcher des personnes de se porter candidates. Cela enfreint non seulement la déclaration universelle des droits de l'homme, mais aussi sa déclinaison rédigée dans le cadre de l'ASEAN (sorte de marché commun de l'Asie du sud est) pourtant cosignée par la Thaïlande et la constitution actuelle du pays, pourtant rédigée par l'armée à la suite du coup d'état de 2006 qu'elle a perpétrée pour chasser Thaksin du pouvoir.

Tout cela n'augure rien de bon pour la suite. On voit à l'évidence que ni la méthode ni les objectifs des opposants ne brillent par leur respect de la démocratie, même s'ils s'en défendent en affirmant qu'une fois les réformes faites, les gens pourront de nouveau voter.

Evidemment, comme ces réformes ont pour objectif principale d'interdire une tendance politique majeure du pays (en fait actuellement la tendance majoritaire) d'accéder de nouveau au pouvoir à l'occasion d'élections, ni la méthode ni l'objectif ne peuvent être considérés comme démocratiques.

Les opposants sont maintenant dispersés plus largement dans Bangkok et bloquent certaines zones. Des violences ont eut lieu. Jets de grenades, tirs à balles réelles, sans que l'on puisse dire à ce jour qui s'est rendu coupable de ces violences. Il y a fort à parier que certaines ont été mises en œuvre par des ultras de la tendance chemises rouges, que d'autres aient pu être organisées par des services spéciaux et que certaines soient le fait des opposants eux-mêmes. En effet, si un des leaders les plus extrémistes des opposants à malheureusement été tué de deux balles dans la tête, d'autres attaques n'ont fait que des blessés légers et d'autres n'ont eu (heureusement) aucune conséquences autre que matérielles. Il a été relevé qu'au moins une d'entre elle a été manifestement «bidonnée» par les opposants (pour incriminer leurs adversaires) puisqu'ils ont présenté une véritable mise en scène tout en empêchant la police de faire quelque constatation que ce soit.

Etant donné les violences et les blocages du processus électoral, le gouvernement a décrété l'état d'urgence à Bangkok et dans d'autres provinces. Les opposants n'ont pas respecté ce décret et se sont de nouveau mis hors la loi. Si bien que la police a demandée à la justice un ordre d'arrestation concernant de nombreux leaders et protestataires, dont Suthep.

Dans le même temps, les opposants déposent de très nombreux recours à tous niveaux auprès des institutions (Cours Constitutionnelle, Commission Electorale, tribunaux, etc.) pour faire tomber le gouvernement, pour repousser les élections ou encore pour obtenir l'annulation du décret instaurant l'état d'urgence.

Les élections restent à ce jour programmées au 2 février....

=====

Re: Protestations à Bangkok décembre 2013

Posté par Supermotard - le 02 Juin 2014 à 15:25

A ce jour, c'est-à-dire le 2 juin 2014, l'armée a perpétrée un coup d'état et s'est arrogé l'essentiel des pouvoirs avec, d'après ce que dit l'armée elle-même, l'assentiment du Roi via un document signé de lui.

Cette situation est très mal couverte dans les médias français, notamment à la télévision, si bien que de nombreux candidats à un voyage touristique en Thaïlande s'interrogent ou, sous informés, sont près à partir sans savoir que la situation présente tout de même une certaine problématique pour eux.

En fait, il n'est un secret pour personne que l'armée a pour le moins des « patiences » pour le camp des nationalistes royalistes souvent extrémistes (PAD puis PDRC de Suthep) que l'on appelle grossièrement les « jaunes » en référence au fait que leurs premiers faits d'armes ont été commis alors qu'ils portaient des chemises jaunes, mais aussi avec les un peu plus modérés membre du Parti dit Démocrate.

Suthep et le PDRC n'ayant pas réussi à faire leur coup d'état civil avec leurs protestataires dans la rue (leur nombre n'a fait que diminuer au fil du temps), les juges n'ayant pas non plus réussi à renverser l'entière du gouvernement par intérim, l'armée et particulièrement son général en chef, Prahyut, a fait un coup d'état, en destituant par la force ce gouvernement, en arrêtant la plupart des leaders politiques, de nombreux journalistes, en fermant la totalité des chaînes de télévision et de radio, en « suspendant » la constitution, en renvoyant le sénat, après avoir quelques jours auparavant imposé la loi martiale. Ajoutons qu'un couvre feu a été instauré de 22 h à 5h du matin (il est question de le modifier pour qu'il soit appliqué de 0h à 4h du matin), que l'armée s'est arrogé le pouvoir législatif et une partie du pouvoir judiciaire, notamment en ce qui concerne l'article 112 (crime de lèse majesté) et une nouvelle loi pénalisant en quelque sorte les agissements contre l'ordre public et la nation... Deux concepts suffisamment vagues pour pouvoir juger par les tribunaux militaires ceux qu'ils estimerait devoir juger.

L'ambassade de France recommande aux ressortissants français qui se trouveraient sur place de toujours avoir leur passeport sur eux, de bien respecter le couvre feu et les ordres donnés par des militaires. Ajoutons qu'il serait inconsideré de s'exprimer sur ces événements publiquement sur place.

L'armée a présentée un planning. Deux à trois mois pour rétablir l'ordre (???), un an pour faire les réformes et en suite la préparation et la réalisation de nouvelles élections dans les 4 mois. Autrement dit, le retour à une élection n'est pas envisagé avant au moins un an et demi.

Jusqu'à là, le pays sera dirigé par les militaires et sur le plan technique et pratique par des hauts fonctionnaires à la place des ministres.

On peut penser que les réformes dont il est questions iront dans le sens de ce que souhaitait Suthep son PDRC et le parti démocrate, à savoir « l'éradication du Thaksinisme ». Mais comme cette tendance politique est, comme nous l'avons déjà dit, majoritaire dans le pays, cela reviendrait à dire que les réformes auraient probablement pour objet d'empêcher cette tendance majoritaire de revenir au pouvoir, même après des élections (cela peut être obtenu par exemple en faisant en sorte que 50 % des députés soient nommés et non élus).

La Thaïlande a commencé et va donc encore traverser une période dont on peut dire à minima qu'elle sera non démocratique, marquée par une censure forte, la loi militaire et probablement le maintien d'un couvre feu, même s'il devait être assoupli.

Ajoutons qu'une réaction des supporters du gouvernement destitué est toujours possible. Dans ce cas, la situation pourrait gravement dégénérer avec des violences et une répression forte (rappelons qu'en 2010 dans un contexte moins explosif, une répression contre les manifestants pro Thaksin que l'on appelle les «chemises rouges» avait fait environ 100 morts et 1200 blessés sous les balles de la même armée).

Dans ces conditions, est-il possible de venir en Thaïlande ?

Les personnes qui ont des attaches fortes dans le pays, comme de la famille, une affaire professionnelle ou une activité précise doivent pouvoir le faire en respectant bien les précautions présentées précédemment.

Pour les personnes envisageant un voyage touristique, il leur appartient de déterminer si moralement il est approprié ou pas d'aller faire du tourisme dans un pays qui se trouve en pareille situation. Ensuite, il leur appartient également de juger si la type de vacances qu'ils ont imaginées sont compatibles avec les règles de la loi militaire et notamment du couvre feu. Enfin, il leur appartient de juger si les risques face à l'application des lois militaires et à la possibilité d'actions violentes des chemises rouges pro Thaksin et d'une éventuelle répression est acceptable en regard de l'intérêt du voyage envisagé.

Ceux qui souhaitent un point de vu sur les éléments de fond de la situation que traverse le pays peuvent, parmi d'autres articles de presse, consulter ceux du *Nouvel Observateur* qui, s'il peuvent être considéré comme partiales par certains, donne tout de même des clefs de compréhension (notamment en ce qui concerne les peines encourues évoquées dans un article publié début mai).

=====